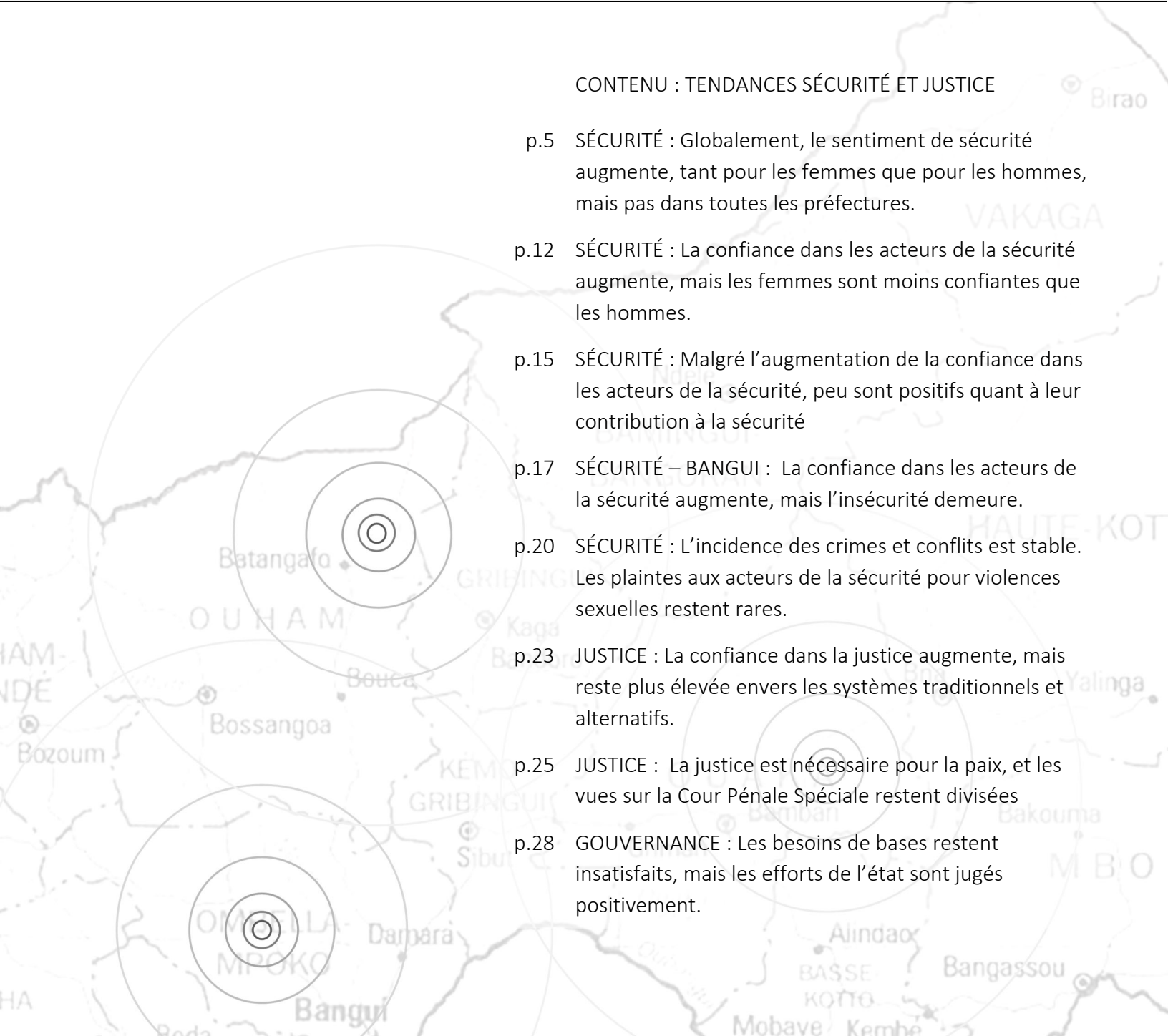


**SONDAGES
PAIX, JUSTICE
ET SÉCURITÉ****RÉPUBLIQUE
CENTRAFRICAINE****RAPPORT 4 – MAI 2019**

Données de décembre 2018

Tendances sur deux ans

CONTENU : TENDANCES SÉCURITÉ ET JUSTICE

- 
- p.5 SÉCURITÉ : Globalement, le sentiment de sécurité augmente, tant pour les femmes que pour les hommes, mais pas dans toutes les préfectures.
 - p.12 SÉCURITÉ : La confiance dans les acteurs de la sécurité augmente, mais les femmes sont moins confiantes que les hommes.
 - p.15 SÉCURITÉ : Malgré l'augmentation de la confiance dans les acteurs de la sécurité, peu sont positifs quant à leur contribution à la sécurité
 - p.17 SÉCURITÉ – BANGUI : La confiance dans les acteurs de la sécurité augmente, mais l'insécurité demeure.
 - p.20 SÉCURITÉ : L'incidence des crimes et conflits est stable. Les plaintes aux acteurs de la sécurité pour violences sexuelles restent rares.
 - p.23 JUSTICE : La confiance dans la justice augmente, mais reste plus élevée envers les systèmes traditionnels et alternatifs.
 - p.25 JUSTICE : La justice est nécessaire pour la paix, et les vues sur la Cour Pénale Spéciale restent divisées
 - p.28 GOUVERNANCE : Les besoins de bases restent insatisfaits, mais les efforts de l'état sont jugés positivement.

À propos du sondage

Ce sondage est le quatrième d'une série d'enquêtes menées en République Centrafricaine (RCA) pour fournir des données et des analyses sur la paix, la sécurité, la justice, la reconstruction et la cohésion sociale. L'objectif de ces sondages est de mettre à disposition des données, fiables, valides et mises à jour de façon régulière, pour informer tous les acteurs impliqués dans les efforts de reconstruction et de consolidation de la paix et servir de référence pour la planification et l'évaluation de ces efforts. Le projet est une initiative conjointe du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en collaboration avec la Harvard Humanitaire Initiative (HHI) et la MINUSCA (Affaires civiles) et, avec le concours de ONU Femmes, du HCR et du « Team of Experts on sexual violence in conflict. » HHI est responsable de la collecte et l'analyse indépendante des données, et de la rédaction des rapports, en collaboration avec l'ONG centrafricaine Echelle.

Les enquêtes de perception sont menées avec comme objectif de collecter des données représentatives de la population adulte en RCA au niveau des préfectures. Des adultes sont sélectionnés de façon aléatoire dans les préfectures sur tout le territoire de la RCA, sur-échantillonné à Bangui et dans six autres villes. L'échantillon aléatoire est tiré en suivant une approche stratifiée à plusieurs niveaux et sur la base de la taille estimée de la population. L'échantillon est composé de 50% de femmes, interviewées par des femmes.

Pour ce quatrième sondage, un total de 6,336 entretiens a été effectué. Les entretiens sont conduits par des enquêteurs formés au cours d'une semaine de formation organisée par HHI, en partenariat avec l'ONG Echelle - Appui au Développement. L'analyse utilise un facteur de pondération pour refléter les différences de taille de population et probabilité de sélection entre strates. Les préfectures de la Basse et Haute Kotto et celle du Mbomou ainsi que le troisième arrondissement de Bangui n'ont pu être couverts pour raison d'insécurité. Seule la ville de Obo a été couverte dans la préfecture du Haut-Mbomou.

Préfecture	Échantillon
Bangui	1,544
Ombella M'Poko	1,097
Bamingui-Bangoran	432
Basse-Kotto	--
Haute-Kotto	--
Haut-Mbomou (Obo)	216
Kemo	432
Lobaye	234
Mambéré-Kadéi	432
Mbomou (Obo)	--
Nana-Mambéré	438
Nana-Gribizi	216
Ouaka	431
Ouham	199
Ouham-Péndé	233
Sangha-Mbaéré	216
Vakaga	216
TOTAL RCA	6,336

*Marge d'erreur au niveau des préfectures de ± 5 points
de pourcentage au niveau de confiance de 95%*

Pour consulter le rapport en ligne et les cartes interactives, visiter www.peacebuildingdata.org/CAR

SPÉCIAL : TENDANCES SÉCURITÉ ET JUSTICE 2017-2018

Ce quatrième rapport conclut une série de quatre sondages conduit semestriellement entre juin 2017 et janvier 2019. Au total, plus de 25,000 adultes résidents de la République Centrafricaine ont été choisis aléatoirement pour participer à des interviews et exprimer leurs opinions sur des sujets comme leurs expériences des conflits, et leurs vues et opinions sur la sécurité, la justice, la paix et la reconstruction du pays. Les résultats de ces entretiens ont été analysés, publiés et présentés régulièrement aux partenaires nationaux et internationaux pour la paix et la reconstruction de la RCA. Ces données sont utilisées pour informer le développement et l'évaluation de politiques, stratégies, programmes et projets, et pour assurer le suivi de leur mise en œuvre.

Chaque sondage représente un portrait de l'opinion de la population à un moment précis dans le temps. Cette opinion est modelée par les événements qui surviennent dans la vie et dans l'environnement des répondants. La tenue régulière de ces sondages permet d'analyser les tendances au cours du temps. Ce rapport présente le résultat de cette analyse des tendances principales observées au cours des deux dernières années, sur base d'indicateurs clés collectés à chaque sondage.¹ Ce rapport se concentre sur les tendances suivantes :

- Le sentiment général de sécurité s'est amélioré de 46% en juin 2017 à 60% en décembre 2018. Les gains se concentrent particulièrement dans les préfectures de l'ouest du pays. Il reste des poches importantes d'insécurité. Le sentiment de sécurité est similaire entre femmes et hommes. Les causes d'insécurité demeurent l'absence des acteurs de la sécurité, la pauvreté et la présence des groupes armés, surtout dans le nord et au centre du pays.
- Le sentiment de sécurité s'est aussi amélioré considérant les interactions avec la police ou la gendarmerie (de 66% en juin 2017 à 85% en décembre 2018) et les FACA (de 72% à 87%). Le niveau de confiance dans ces acteurs montre une évolution similaire, y compris envers la police (de 54% à 72%), la gendarmerie (de 58% à 79%) et les FACA (de 61% à 79%). Les femmes continuent à être moins confiantes envers ces acteurs que les hommes.
- Bien que le pourcentage de participants ayant confiance dans les acteurs de la sécurité soit élevé, les participants sont plus critiques dans leur jugement sur la contribution effective de ces acteurs à la sécurité. Seul 42% des participants jugent positivement la contribution actuelle de la police à la sécurité, et moins de la moitié (48%) jugent que leur travail s'est amélioré au cours des 12 derniers mois.
- Le sentiment de sécurité est stable à Bangui, mais la confiance dans les acteurs de sécurité a augmenté pour tous les acteurs de sécurité et arrondissements de Bangui.
- L'incidence de crimes et conflits est stable – en décembre 2018, 2 personnes sur cinq (40%) rapportent une expérience de vol ou cambriolage au cours des 12 mois précédents le sondage, contre 36% en mai 2018. Les violences physiques sont moins fréquentes et concernent 18% des participants en décembre 2018, contre 17% en mai 2018. Malgré l'amélioration du niveau de confiance envers les acteurs de

¹ La préfecture de la Nana-Gribizi et la ville de Bambari dans la Ouaka n'ont pas pu être échantillonnées lors du troisième sondage à cause de l'insécurité. Pour la même raison, le troisième arrondissement de Bangui n'a pas été couvert lors du quatrième sondage. Les résultats présentés ici sont ajustés pour les différences d'échantillon afin de permettre une comparaison au cours du temps.

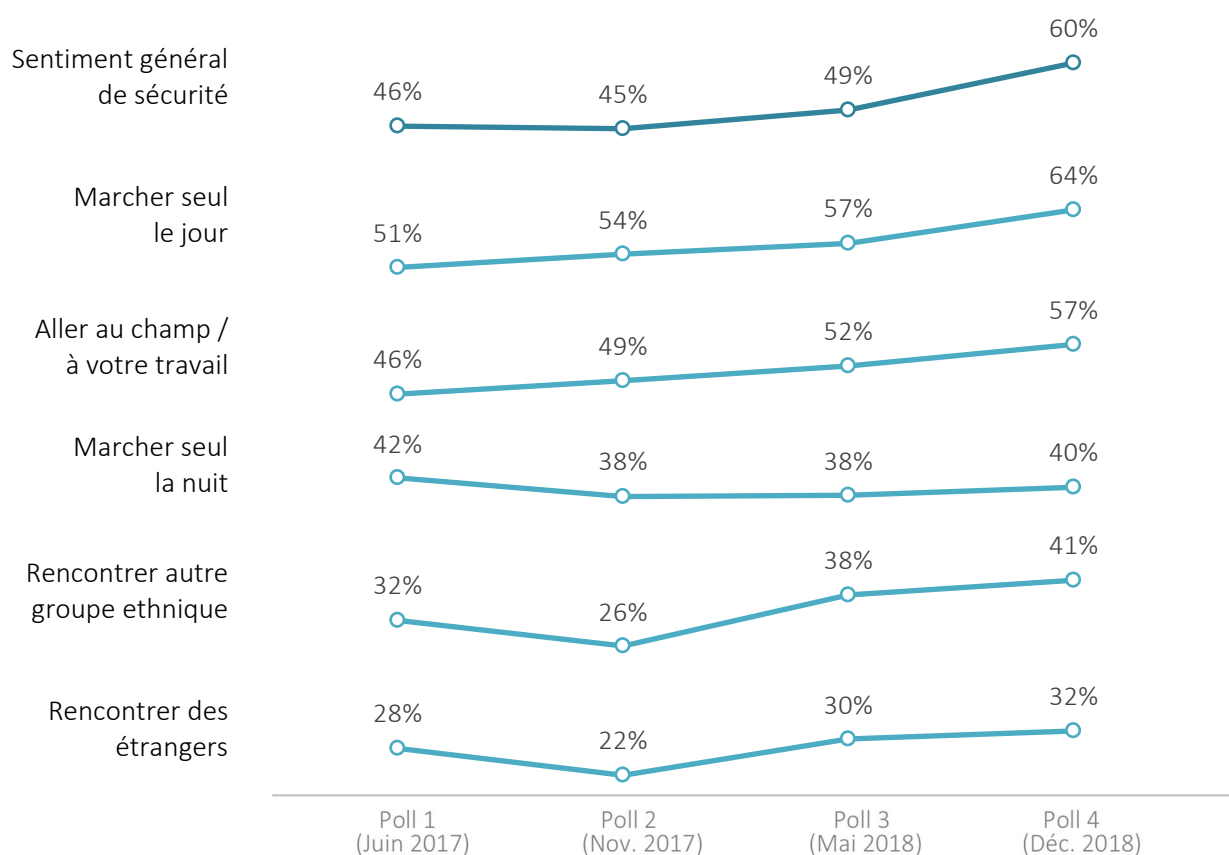
sécurité et de la justice, peu de répondants disent faire appel à ces acteurs pour porter plainte ou résoudre les conflits.

- Le niveau de confiance dans tous les types de justice a progressé au cours du temps, y compris la justice formelle (de 22% à 50% entre novembre 2017 et décembre 2018), la justice locale (de 32% à 54%), et les méthodes alternatives de justice (de 46% à 71%). Néanmoins, ces résultats montrent que le niveau de confiance en la justice formelle demeure inférieur à celui de la justice locale ou alternative.
- La hausse de la confiance dans la justice est notable pour tous les types de justice. Toutefois, la confiance dans la justice est inférieure parmi les femmes comparé aux hommes, pour les trois formes de justice considérées.
- La justice est vue comme une composante de la consolidation de la paix et plus de la moitié des participants pensent qu'il faut juger (57%) et emprisonner les responsables des crimes (55%). Le rejet de toute forme d'amnistie est l'approche la plus fréquemment proposée en réponse à quatre propositions avec différents niveaux d'amnistie. La Cour Pénale Spéciale est de plus en plus connue, mais la confiance de la population dans cette nouvelle institution est mitigée.
- Un pourcentage important de la population est insatisfait des besoins et services de base offerts. Toutefois, la population note de façon positive les efforts du gouvernement en termes de services et consolidation de la paix.

SÉCURITÉ : Globalement, le sentiment de sécurité augmente, tant pour les femmes que pour les hommes, mais pas dans toutes les préfectures.

La « proportion de la population considérant que le fait de marcher seul dans sa zone de résidence ne présente pas de risques » est un indicateur pour évaluer la réduction de toutes les formes de violence dans le cadre des Objectifs de Développement Durable (ODD). En décembre 2018, le pourcentage de participants se sentant en sécurité en marchant seul le jour dans leur quartier ou village est de 64%, marquant une amélioration continue depuis le début des sondages (51% en juin 2017). Plus généralement, le sentiment général de sécurité s'est amélioré de 46% à 60% entre juin 2017 et décembre 2018. Le gain est principalement observé entre mai et décembre 2018 (de 49% à 60%).

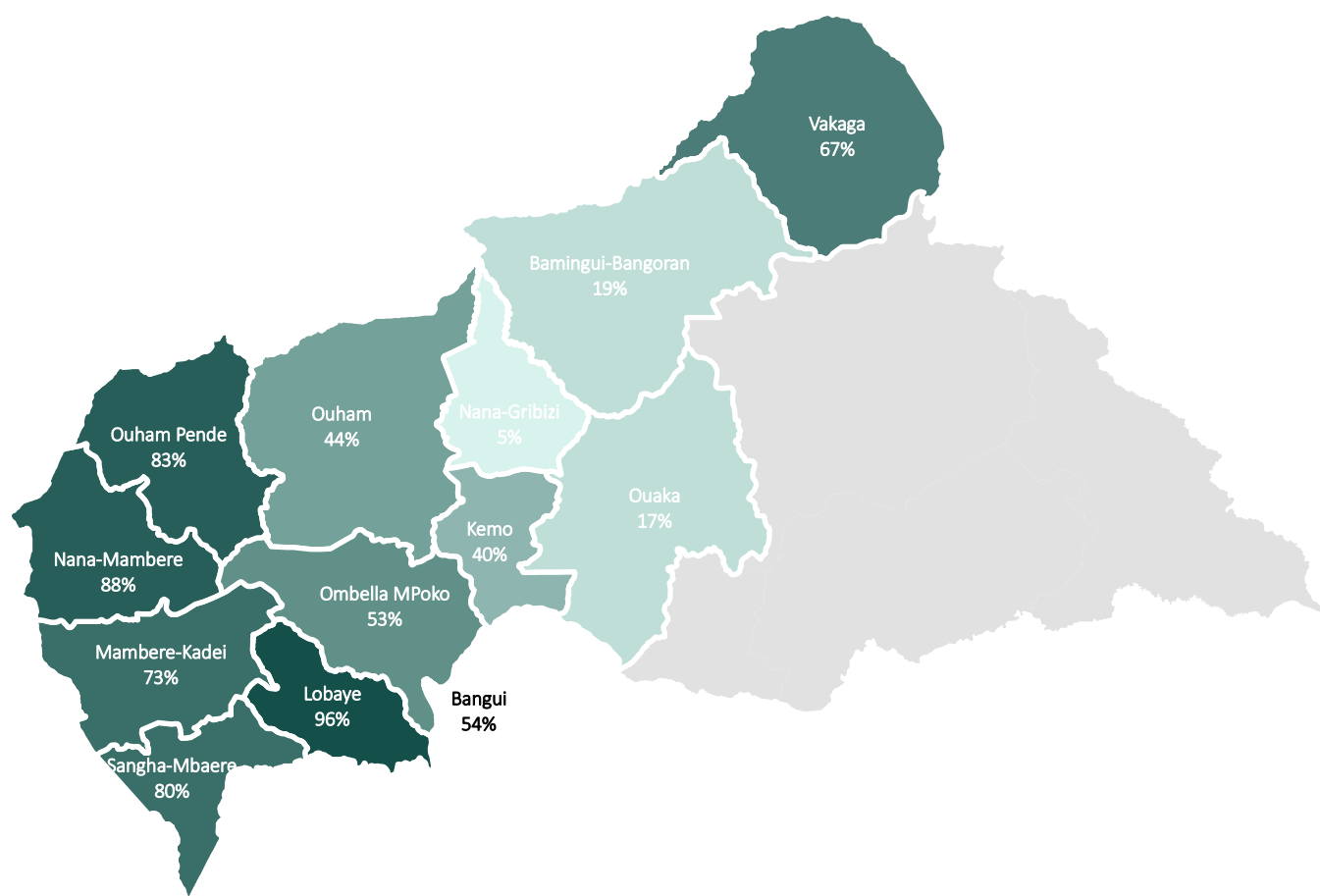
Figure 1: Sentiment de sécurité dans différentes situations quotidiennes au cours du temps (% en sécurité)



Depuis juin 2017, les sondages examinent le sentiment de sécurité dans plusieurs autres situations spécifiques. Le pourcentage de personnes se sentant en sécurité en décembre 2018 est le plus élevé pour les activités quotidiennes comme aller au travail ou au champ (57% en sécurité). Toujours en décembre 2018, moins de 50% des participants se sentent en sécurité quand ils marchent seul la nuit dans leur quartier ou village (40%), et quand ils rencontrent quelqu'un d'un autre groupe ethnique (41%) ou des étrangers (32%). Parmi ces trois situations, seul le sentiment de sécurité en rencontrant quelqu'un d'un autre groupe ethnique montre une tendance positive au cours du temps.

Géographiquement, il existe de grandes variations. Lors du quatrième sondage, en décembre 2018, la majorité des répondants des préfectures de l'ouest, y compris la Lobaye, la Nana-Mambéré, ou la Sangha Mbaére disent se sentir en sécurité en général, alors que moins de la moitié des répondants exprime ce sentiment dans les préfectures du centre et du nord telles que l'Ouham, ou la Ouaka. Le pourcentage de répondants exprimant un sentiment de sécurité est de 53% dans l'Ombella M'Poko, de 54% dans Bangui et de 67% dans la Vakaga. Il est faible dans la Bamingui Bangoran (19%) et quasi inexistant dans la Nana Gribizi (5%).

Figure 2: Sentiment général de sécurité par préfecture (% en sécurité, décembre 2018)



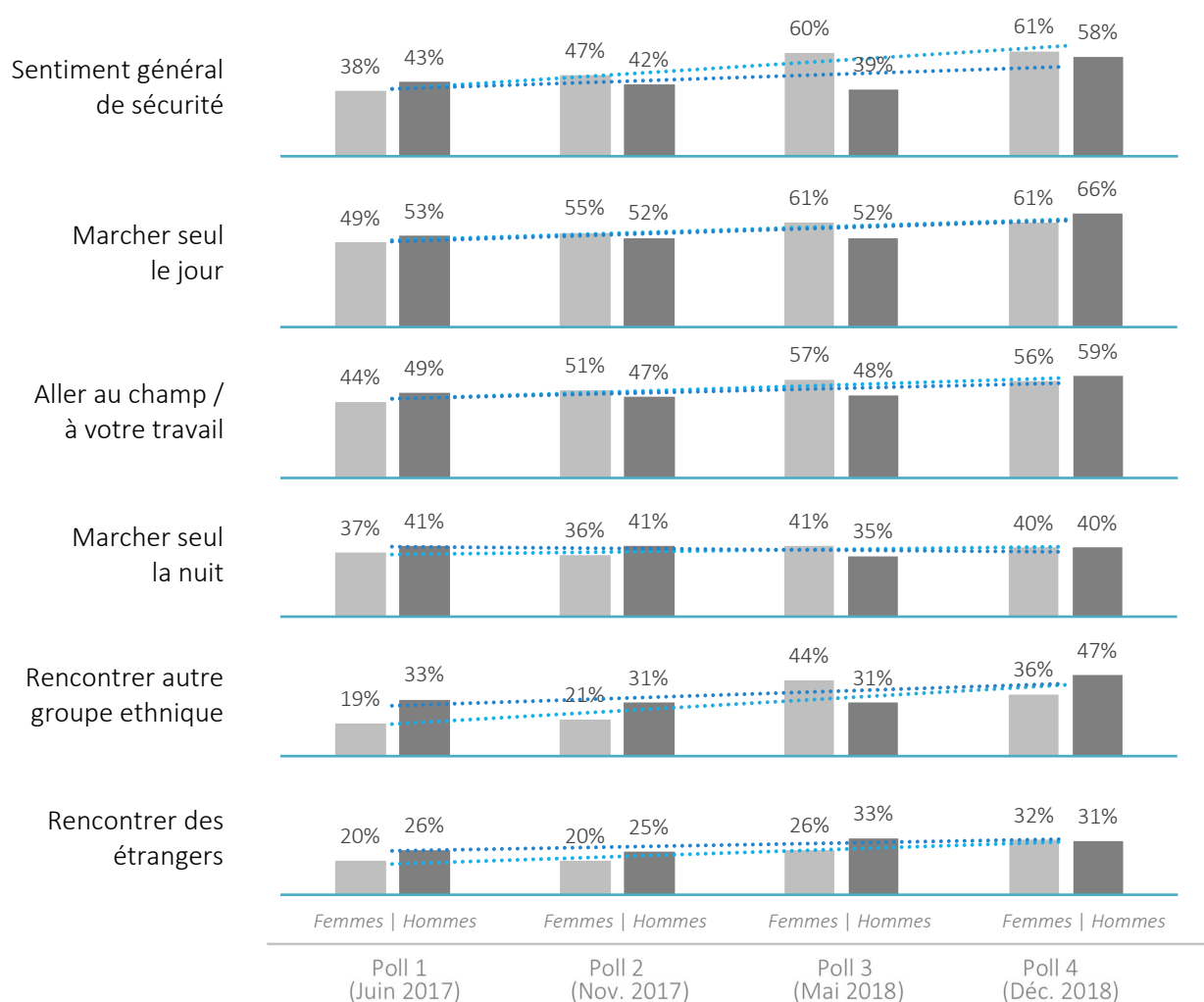
Au cours du temps, le pourcentage de répondants disant se sentir en sécurité a particulièrement augmenté dans les préfectures de l'ouest telles que la Lobaye (de 27% à 96%), l'Ouham Péné (de 14% à 83%), la Mambéré-Kadéi (de 40% à 73%), et la Nana-Mambéré (de 59% à 88%). Il a aussi augmenté dans la Vakaga (de 15% à 67%), et dans une moindre mesure, dans la Kemo (de 26% à 40%), où, néanmoins, moins de 50% de la population dit se sentir en sécurité. Le sentiment de sécurité a diminué mais reste élevé dans la Sangha-Mbaéré (de 92% à 80%). À Bangui et dans l'Ombella M'Poko, le sentiment de sécurité est resté stable ou est en légère diminution, avec environ la moitié des participants disant se sentir en sécurité. Ailleurs, le sentiment de sécurité a diminué (Ouaka, Ouham) ou est resté peu fréquent (Bamingui-Bangoran, Nana-Gribizi)

Figure 3: Sentiment général de sécurité au cours du temps par préfecture (% en sécurité)



En Décembre 2018, 61% des femmes se disent généralement en sécurité, contre 58% des hommes. Le sentiment général de sécurité s'est amélioré tant pour les femmes (de 38% en juin 2017 à 61% en décembre 2018) que pour les hommes (de 43% à 58%), avec une augmentation plus forte concernant les femmes. Le troisième sondage marquait une plus forte différence du sentiment de sécurité entre hommes et femmes, peut-être en raison des violences de la fin de 2017. Les tendances sont similaires considérant les situations spécifiques telles que marcher seul le jour et aller au champ /au travail. Les femmes sont moins fréquemment en sécurité que les hommes quand elles rencontrent des membres d'un autre groupe ethnique, mais cet indicateur évolue de façon positive au cours du temps pour les femmes et les hommes. Les tendances sont nulles ou négatives concernant marcher seul la nuit et rencontrer des étrangers.

Figure 4: Sentiment de sécurité dans différentes situations au cours du temps, par genre (% en sécurité)



Alors que le sentiment général de sécurité a évolué positivement, les causes principales d'insécurité restent nombreuses. L'absence des acteurs de la sécurité (police, gendarmerie, FACA) est la cause principale d'insécurité la plus fréquemment mentionnée en décembre 2018 (15%) alors qu'elle n'est mentionnée que par 9% des participants en novembre 2017. L'absence des acteurs de la sécurité est le plus fréquemment mentionnée dans le nord-ouest du pays dans les territoires de Ouham Péné (39%), et de la Nana-Mambéré (21%). Les autres sources principales d'insécurité comprennent la présence de groupes armés, qui est la cause principale d'insécurité pour 13% des participants en décembre 2018, contre 17% en novembre 2017. La présence des groupes armés reste principalement mentionnée dans le nord et au centre du pays : Bamingui-Bangoran (58%), Kemo (32%), Nana-Gribizi (26%) et Ouham (48%). La pauvreté est la cause principale d'insécurité pour 14% des participants en décembre 2018, contre 9% en novembre 2017. Elle est surtout mentionnée dans les territoires de l'Ombella M'Poko (23%) et de la Mambéré-Kadéi (30%).

Figure 5: Causes principales d'insécurité au cours du temps

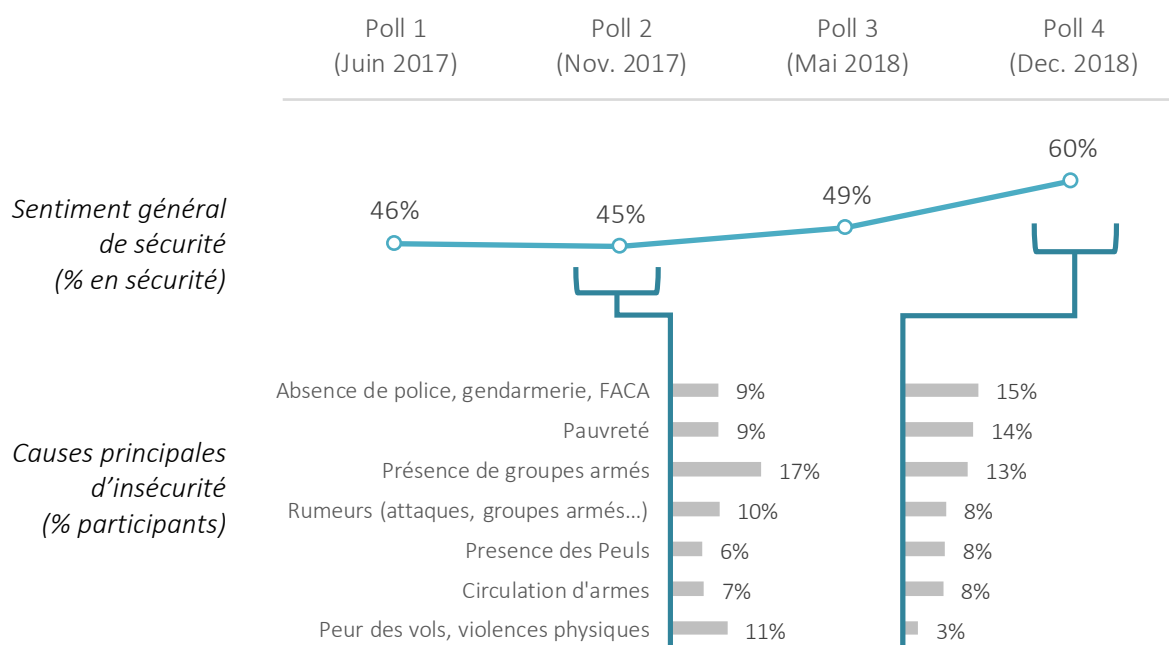


Figure 6: Absence des forces de sécurité comme source principale d'insécurité (% de participants)

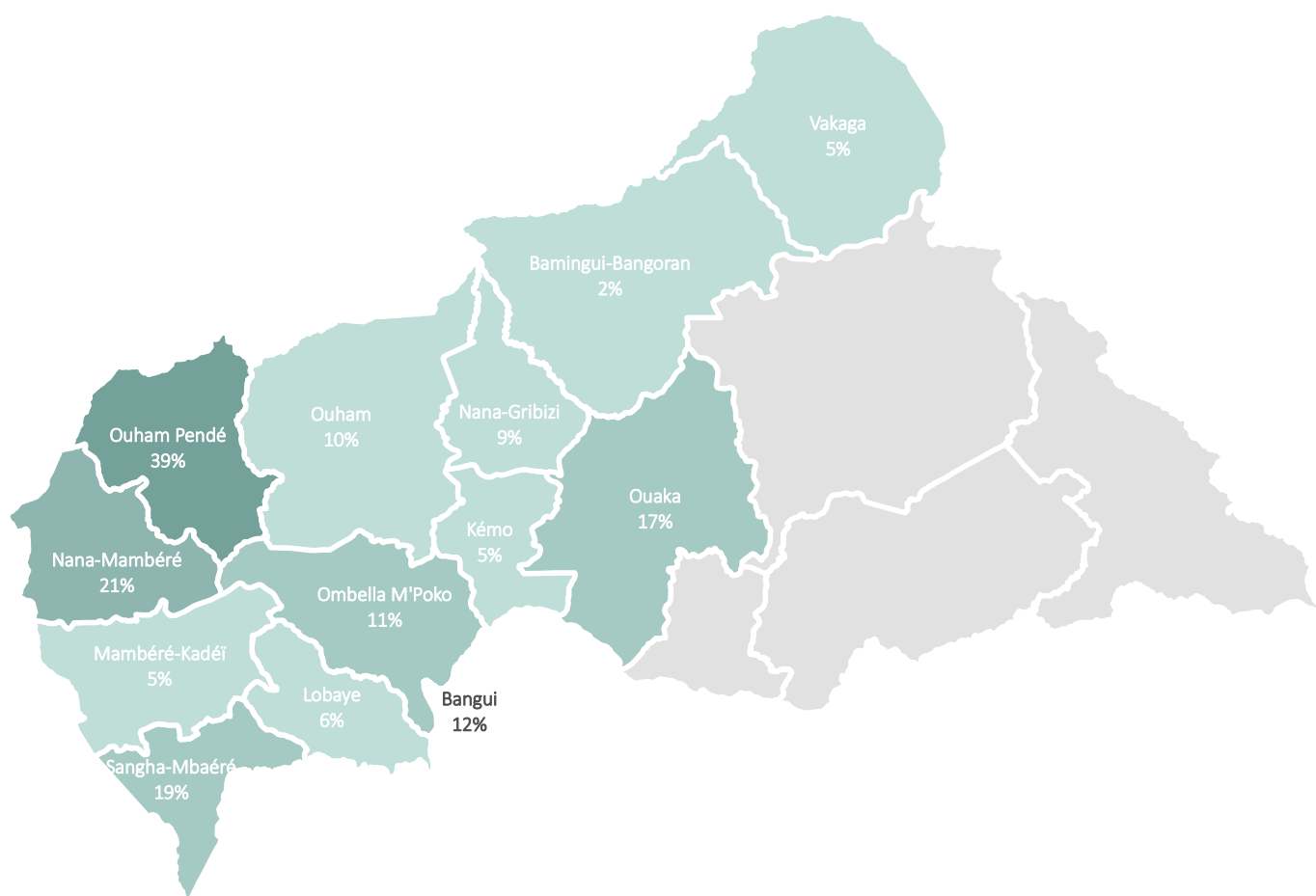
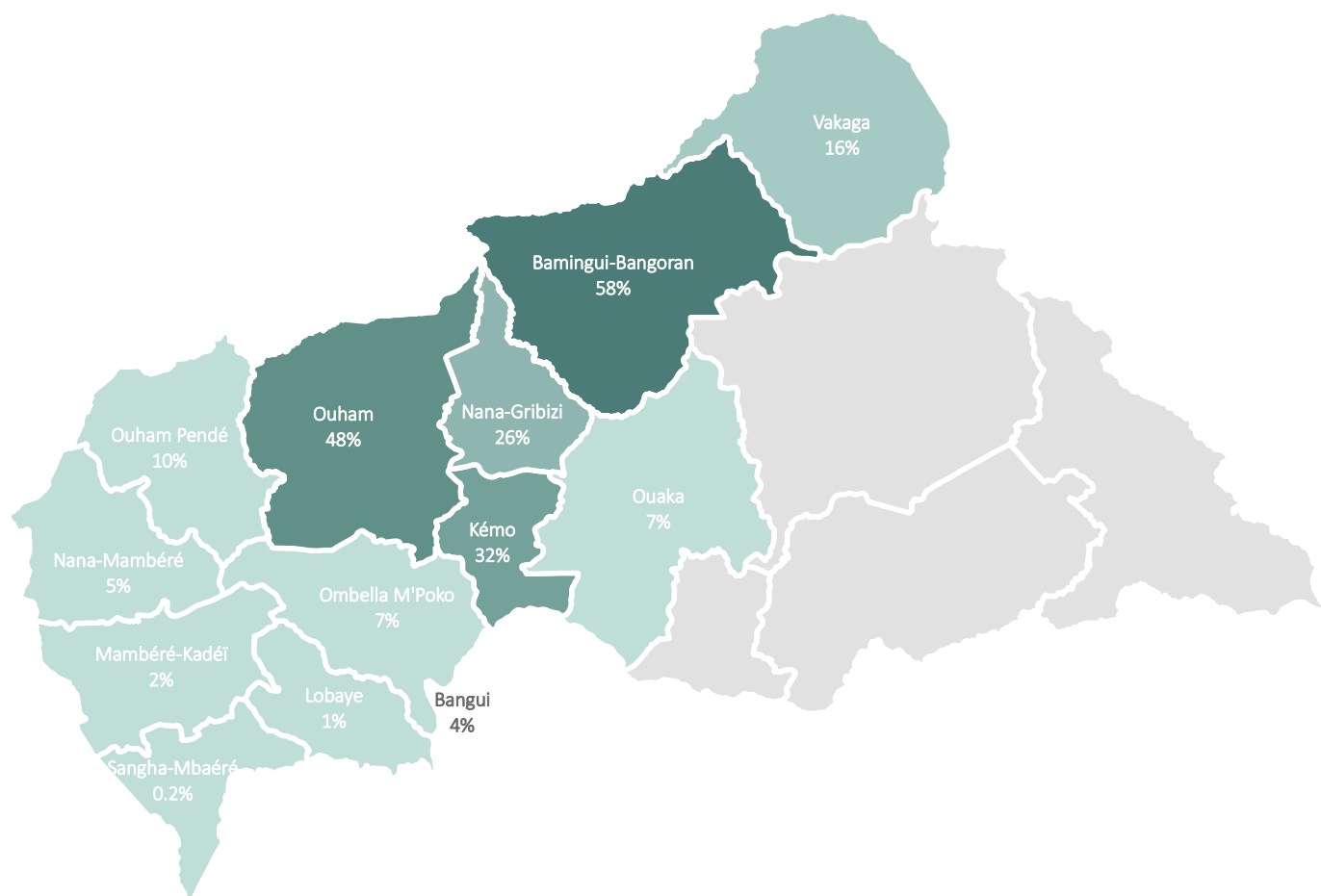


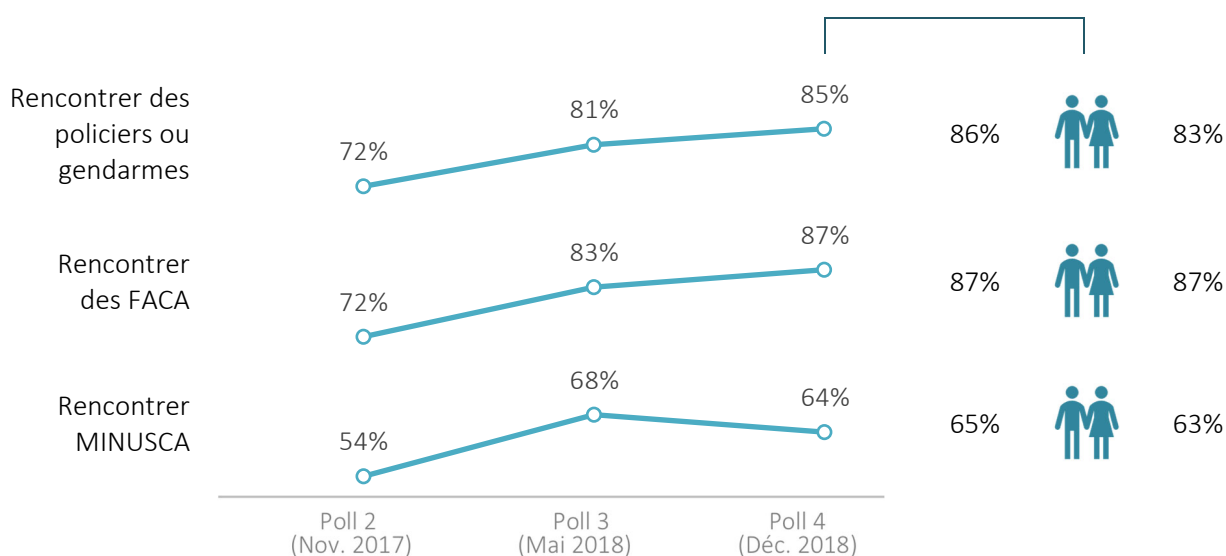
Figure 7: Présence des groupes armés comme source principale d'insécurité (% de participants)



SÉCURITÉ : La confiance dans les acteurs de la sécurité augmente, mais les femmes sont moins confiantes que les hommes.

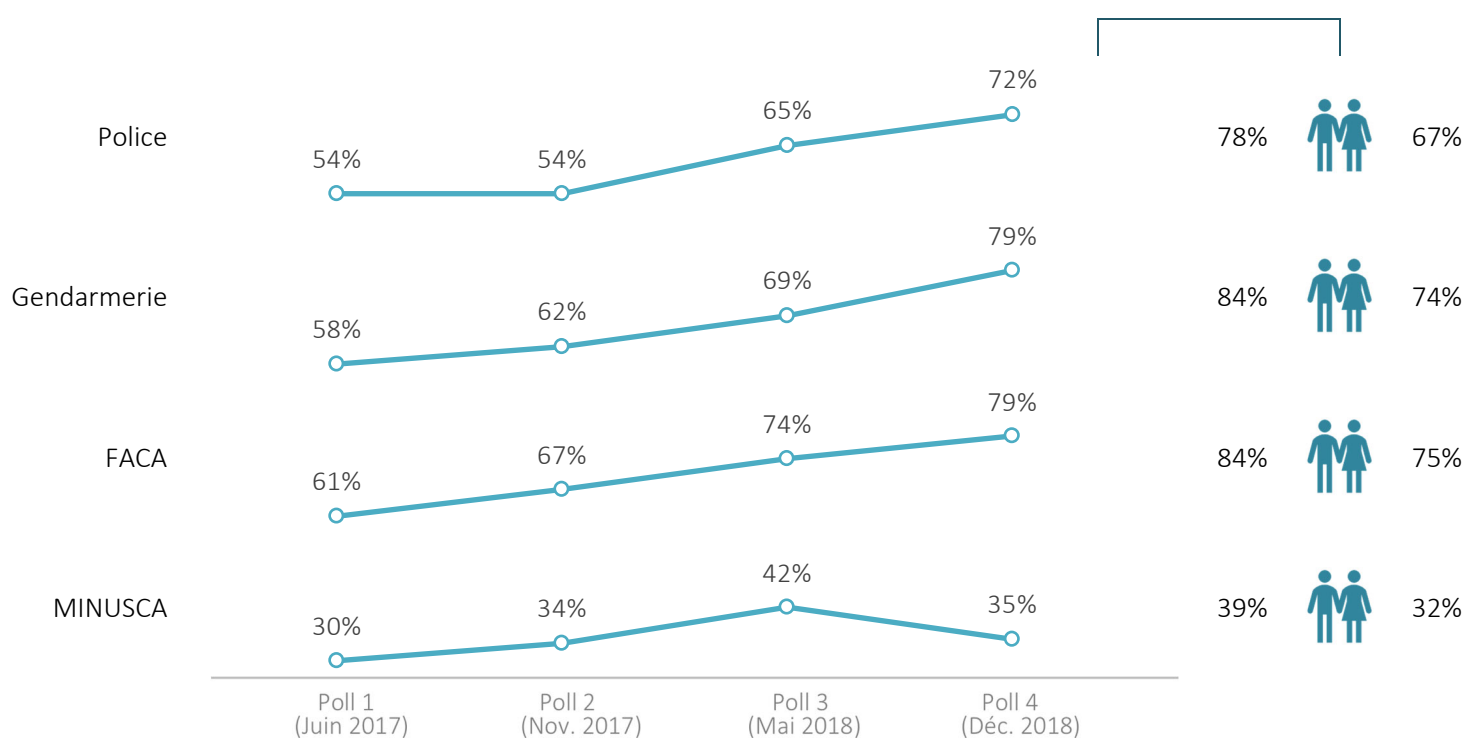
Le sentiment de sécurité s'est globalement amélioré en République Centrafricaine. Cette tendance concerne également la perception des acteurs de la sécurité puisque plus de 4 personnes sur cinq se disent en sécurité lorsqu'ils rencontrent des soldats des Forces Armées Centrafricaines (FACA - 87%) ou des policiers ou gendarmes (85%). Ceci représente une amélioration au cours de l'année précédente, puisque les chiffres du deuxième sondage, novembre 2017, étaient de 72% se sentant en sécurité avec les FACA et les gendarmes/police. Le sentiment de sécurité en présence des soldats de la MINUSCA est moins fréquent qu'en ce qui concerne les FACA ou la police et gendarmerie (64% en décembre 2018), mais néanmoins en augmentation (54% en novembre 2017). Le sentiment de sécurité en présence de policiers ou gendarmes, des FACA ou des soldats de la MINUSCA ne semble pas différent entre hommes et femmes, avec une évolution similaire au cours du temps.

Figure 8: Sentiment de sécurité envers les forces de sécurité au cours du temps et par genre (% en sécurité)



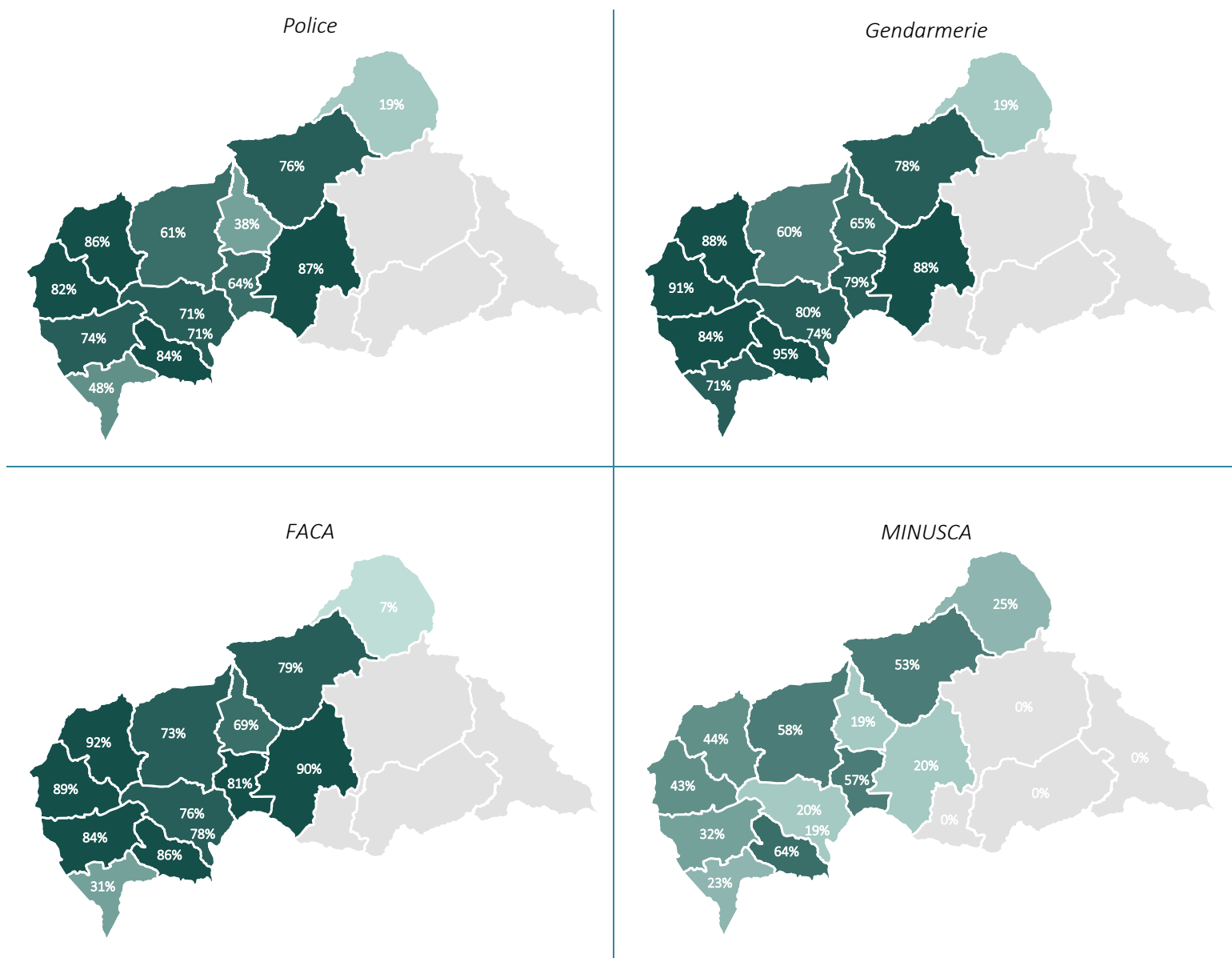
Plus généralement, le pourcentage de participants indiquant avoir confiance dans les FACA, la police et la gendarmerie a augmenté de façon continue au cours des quatre sondages, entre juin 2017 et décembre 2018. Le pourcentage de participants ayant confiance dans la police pour assurer la sécurité est passé de 54% à 72%, en comparaison avec des augmentations de 58% à 79% pour la gendarmerie et 61% à 79% pour les FACA. Les résultats indiquent que plus de répondants se sentent en sécurité lorsqu'ils rencontrent des acteurs de sécurité et sont confiants envers ces forces. Cette amélioration pourrait s'expliquer par l'appui technique aux forces de sécurité internes et au redéploiement des FACA. Le niveau de confiance dans la MINUSCA pour assurer la sécurité est demeuré stable passant de 30% lors du premier sondage à 35% lors du dernier sondage. Le pourcentage de femmes ayant confiance dans les acteurs de sécurité est systématiquement inférieur au pourcentage d'hommes, pour tous les acteurs considérés.

Figure 9 : Confiance dans les acteurs de sécurité au cours du temps (% confiant)



Dans l'ensemble, le pourcentage de participants ayant confiance dans les acteurs centrafricains de sécurité (police, gendarmerie, FACA) est le plus faible dans le nord-est, surtout dans les préfectures de la Nana-Gribizi et de la Vakaga, ainsi que dans la préfecture de la Sangha-Mbaéré au sud-ouest. L'amélioration du sentiment de confiance au cours du temps est notable dans toutes les préfectures.

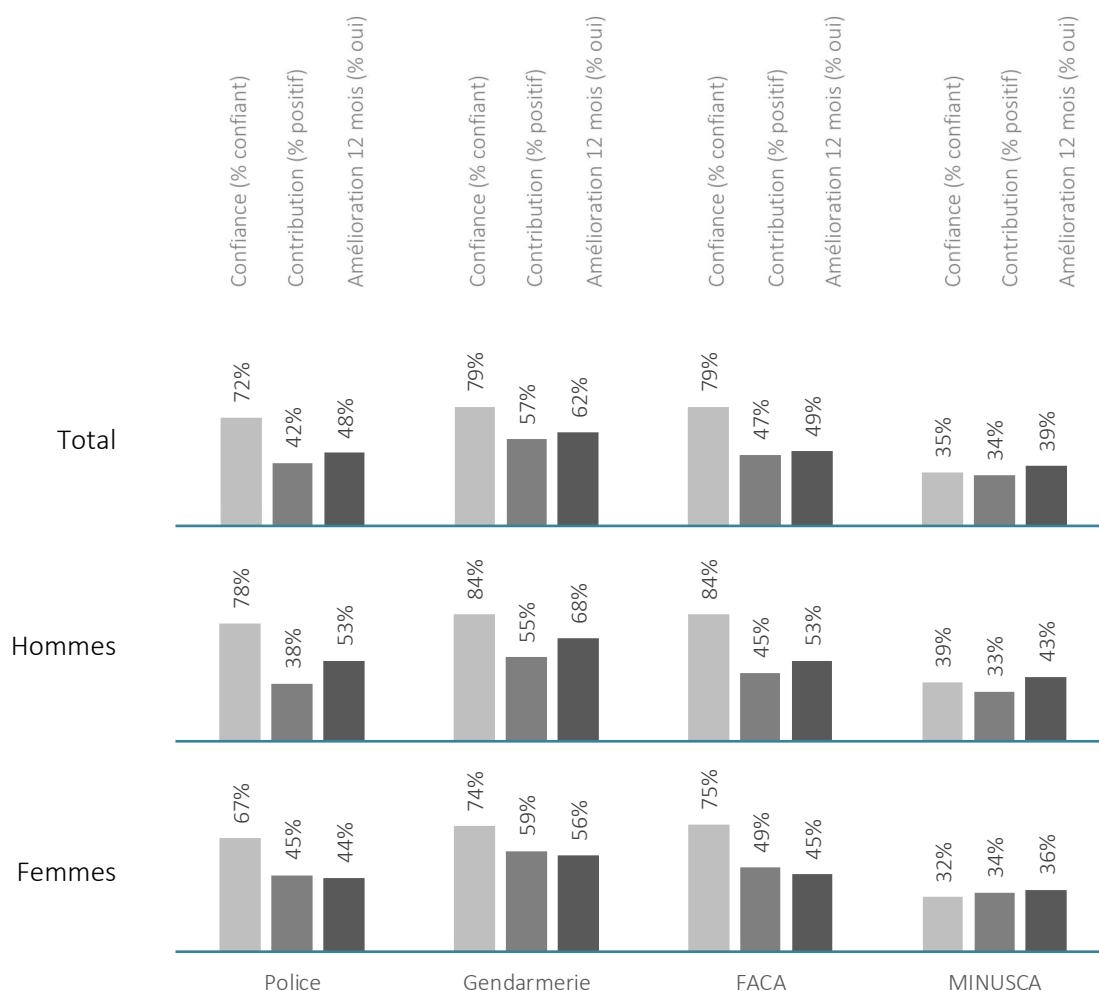
Figure 10: Confiance dans les acteurs de sécurité par préfecture (% confiant – Poll 4, décembre 2018)



SÉCURITÉ : Malgré l'augmentation de la confiance dans les acteurs de la sécurité, peu sont positifs quant à leur contribution à la sécurité.

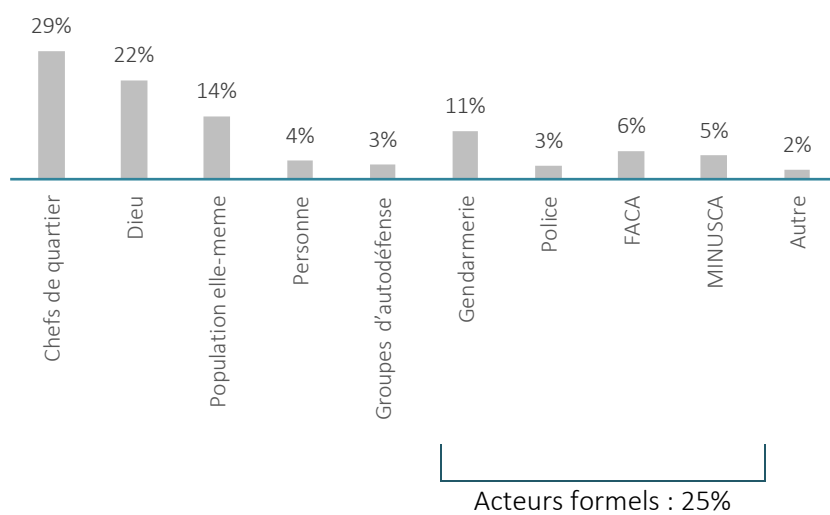
Bien que le pourcentage de participants ayant confiance dans les acteurs de la sécurité soit élevé, les participants sont plus critiques dans leur jugement quant à la contribution effective de ces acteurs à la sécurité. Cet indicateur, introduit lors du quatrième sondage, ne peut pas être suivi au cours du temps. Bien que 72% des participants aient confiance dans la police, seul 42% jugent positivement leur contribution actuelle à la sécurité, et moins de la moitié (48%) jugent que leur travail s'est amélioré au cours des 12 derniers mois ; 79% ont confiance dans la gendarmerie, 57% sont positifs par rapport à leur contribution, et 62% jugent que leur travail s'est amélioré. Enfin pour les FACA, les pourcentages sont respectivement de 79%, 47% et 49%. La confiance dans la MINUSCA est la moins fréquente (35%), à peu près le même pourcentage est positif par rapport à leur contribution à la sécurité (34%) et à l'amélioration de leur travail au cours des 12 derniers mois (39%). Les femmes tendent à être plus fréquemment positives que les hommes par rapport à la contribution des acteurs à la sécurité, mais plus négative quant à l'amélioration de leur travail au cours des 12 derniers mois.

Figure 11: Confiance, contribution et amélioration des acteurs de sécurité



Ces résultats sont consistants avec le fait que peu de participants identifient la police, la gendarmerie, les FACA ou la MINUSCA comme principal acteur assurant la sécurité dans leur quartier ou village (25%).

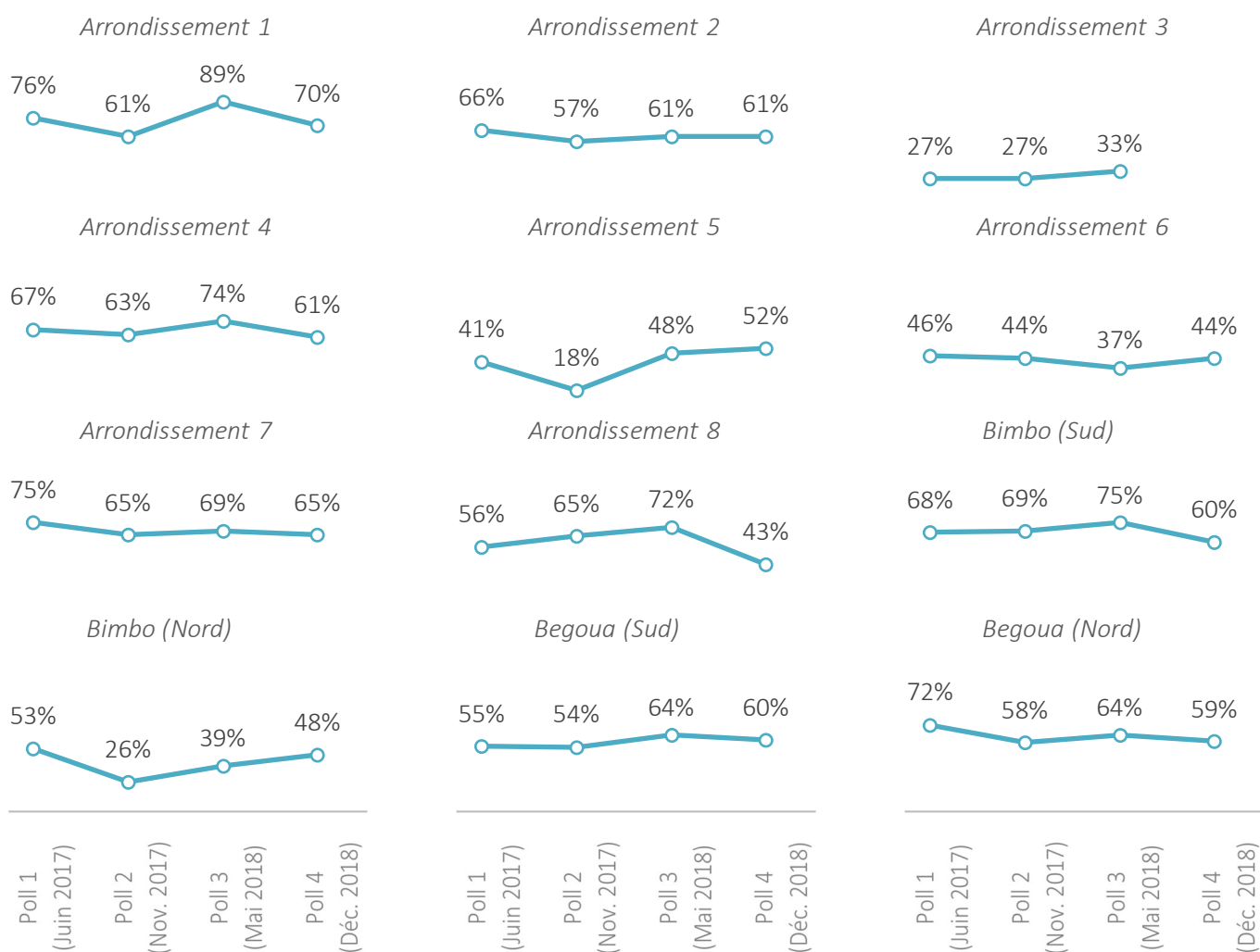
Figure 12: Qui assure la sécurité ? (% participants – Poll 4, décembre 2018)



SÉCURITÉ – BANGUI : La confiance dans les acteurs de la sécurité augmente, mais l'insécurité demeure.

À Bangui, le sentiment de sécurité est globalement resté stable, passant de 57% en juin 2017 à 54% en décembre 2018. Cette stabilité masque toutefois des variations plus importantes au niveau local. Le sentiment de sécurité est moins fréquent dans le 3ème arrondissement, où les données n'ont pas pu être collectées lors du quatrième scrutin en raison des violences en cours. Seuls l'arrondissement 5 et, dans une moindre mesure, le sud de Begoua montre une augmentation du pourcentage de participants se sentant généralement en sécurité. Inversement, la diminution du pourcentage de répondants qui se sentent en sécurité est la plus prononcée dans les arrondissements 7 et 8 et à Begoua Nord

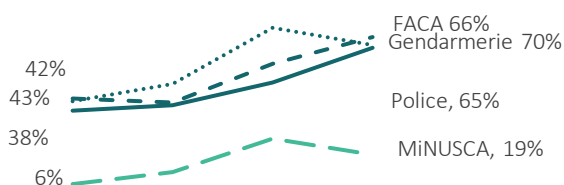
Figure 13: Sentiment général de sécurité au cours du temps, Bangui et environs (% en sécurité)



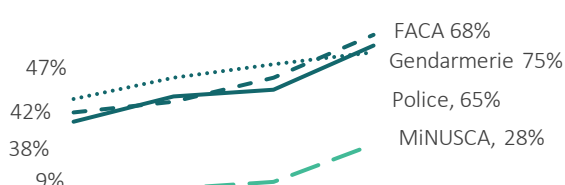
Alors que le sentiment de sécurité est resté relativement stable, voire s'est dégradé dans presque tous les arrondissements de Bangui et les environs, la confiance dans les acteurs de sécurité a augmenté pour tous les acteurs de sécurité et arrondissements de Bangui couverts par les quatre sondages. L'augmentation n'est pas linéaire et plusieurs arrondissements ont vu une baisse de confiance surtout marquée lors du deuxième sondage, suivie d'une augmentation lors du quatrième sondage. En décembre 2018, pour l'ensemble des arrondissements, plus de 60% des répondants expriment un sentiment de confiance envers la police, la gendarmerie, et les FACA. L'amélioration du niveau de confiance est la plus importante dans le sixième arrondissement, et moins importante dans le cinquième et le huitième arrondissement.

Figure 14: Confiance dans les acteurs de sécurité au cours du temps, Bangui et environs (% confiant)

Arrondissement 1



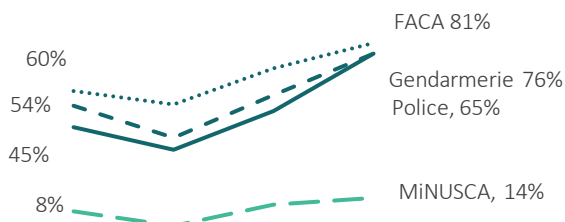
Arrondissement 2



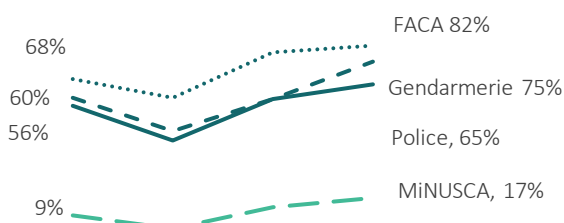
Arrondissement 3



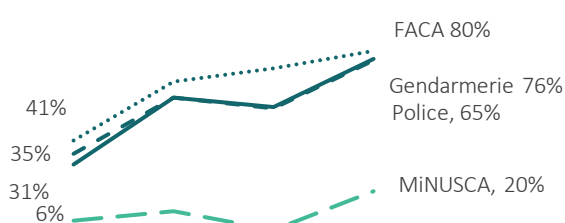
Arrondissement 4



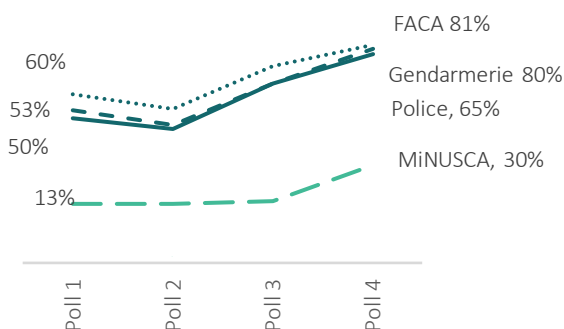
Arrondissement 5



Arrondissement 6



Arrondissement 7



Arrondissement 8

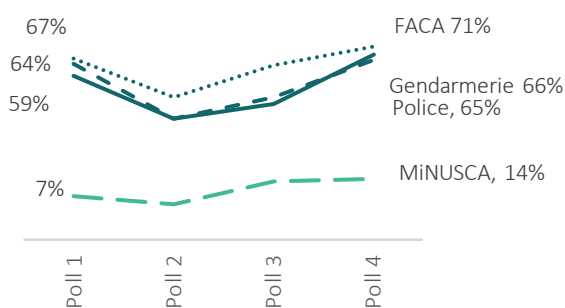
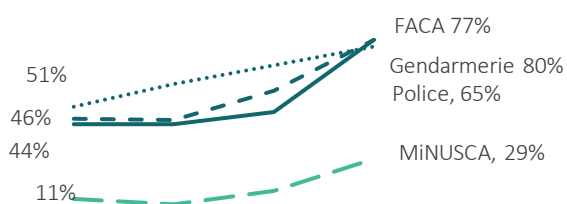
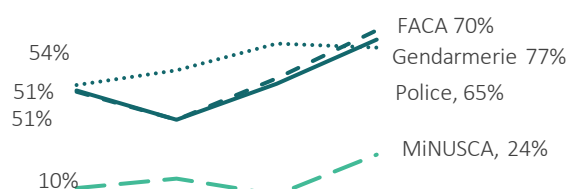


Figure 15: Confiance dans les acteurs de sécurité au cours du temps, Bangui et environs (% confiant)

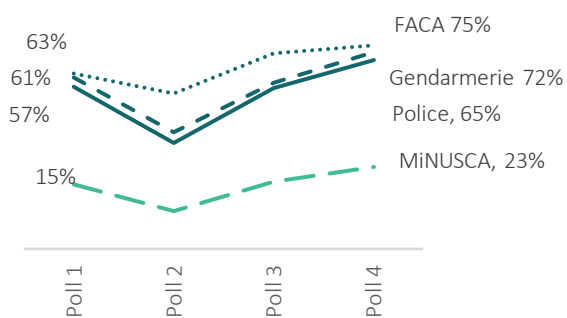
Bimbo (Sud)



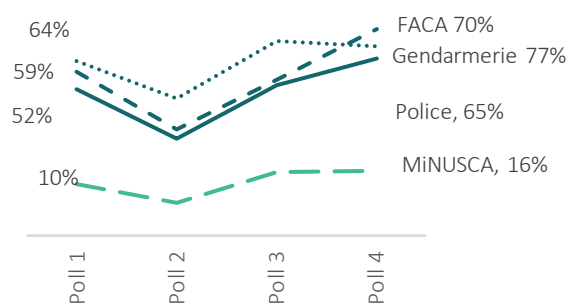
Bimbo (Nord)



Begoua (Sud)



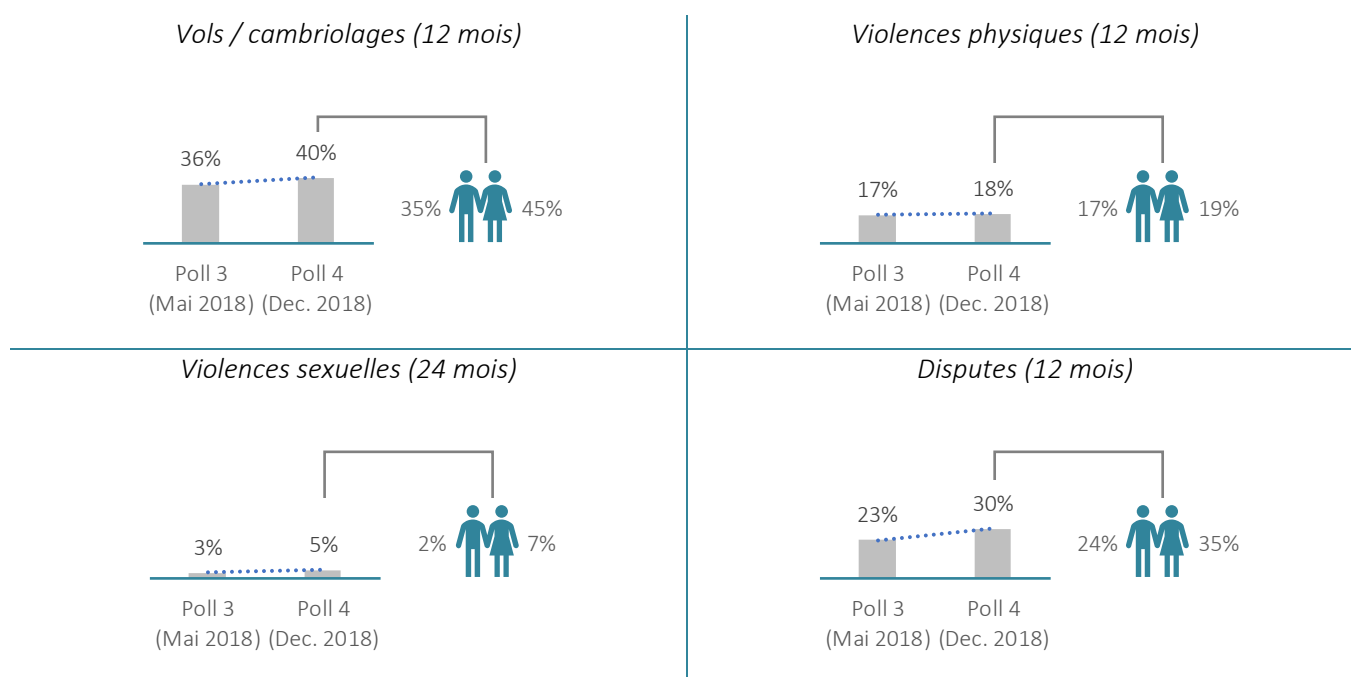
Begoua (Nord)



SÉCURITÉ : L'incidence des crimes et conflits est stable. Les plaintes aux acteurs de la sécurité pour violences sexuelles restent rares.

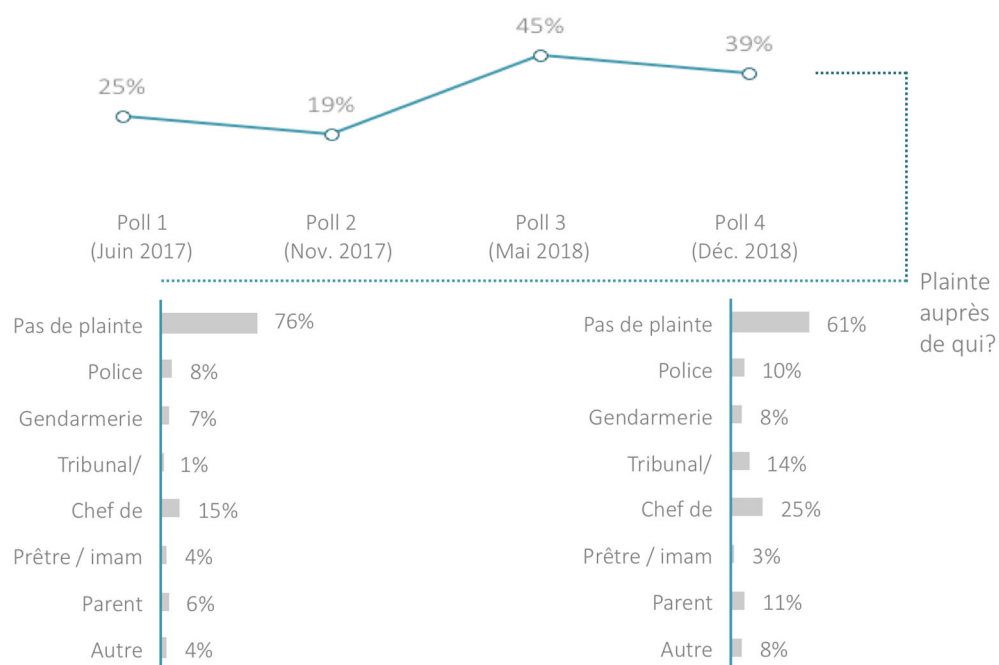
Bien que les sondages suggèrent une amélioration du sentiment de sécurité, l'incidence de crimes – un facteur important comme cause d'insécurité, est restée stable entre mai et décembre 2018. En décembre 2018, 2 personnes sur cinq (40%) rapportent une expérience de vol ou cambriolage au cours des 12 mois précédents, contre 36% en mai 2018. Les violences physiques sont moins fréquentes et concernent 18% des participants en décembre 2018, contre 17% en mai 2018, soit près d'une personne sur cinq. Près d'une personne sur trois (30%) dit avoir eu des disputes / conflits au cours des 12 mois précédents l'enquête de décembre 2018, contre 23% en mai 2018. L'incidence de crimes étant mesurée sur 12 mois, il est possible que cet indicateur ne reflète pas directement le sentiment de sécurité au moment de l'enquête. De façon générale, les femmes disent avoir été victimes d'un crime ou avoir eu une dispute plus souvent que les hommes.

Figure 16: Incidence de crimes sur 12 mois et violences sexuelles sur 24 mois (% participants)



L'incidence des violences sexuelles est capturée sur une période de deux ans étant donné le faible pourcentage de personnes rapportant ce type de crimes. Les données des deux derniers sondages suggèrent peu de changements. En décembre 2018, l'incidence déclarée sur deux ans des agressions à caractère sexuel est de 7% pour les femmes et de 2% pour les hommes. Il est possible que ce type d'agressions pour les femmes et les hommes soit sous-reporté, compte tenu du stigma associé aux agressions à caractère sexuel. Parmi les personnes qui disent avoir été victimes d'une agression à caractère sexuel, 39% des répondants disent avoir porté plainte. Bien que le nombre de cas concernés soit faible, les données suggèrent une augmentation du nombre de plaintes suivant ce type d'agression, de 25% en juin 2017 à 39% en décembre 2018, avec une augmentation des plaintes auprès d'acteurs de la sécurité ou de la justice.

Figure 17: Plaintes après des violences sexuelles (% portant plaintes)



Les plaintes pour les autres crimes ne sont pas examinées dans les sondages. Toutefois, concernant les disputes, les résultats montrent qu'une majorité de participants cherche une assistance pour résoudre leurs conflits et disputes – 82% en décembre 2018, similaire aux résultats de mai 2018 (81%), mais plus qu'en novembre 2017 (30%). Les principaux acteurs approchés pour résoudre les disputes et conflits en décembre 2018 sont la population elle-même, les familles (33%), le chef coutumier (28%), les autorités villageoises (25%), ou les chefs religieux 19%. Moins de 10% approchent la gendarmerie (9%), la police (5%) ou la justice (2%). Les acteurs approchés sont probablement le reflet du type de disputes et conflits vécus, qui sont principalement des disputes domestiques ou familiales (60%). Ces résultats sont similaires à ceux obtenus lors du premier sondage dans lequel les répondants indiquaient approcher d'abord les autorités villageoises et les chefs coutumiers pour résoudre leurs différends que ceux-ci soient à teneur criminelle tels que vols, agressions physiques ou sexuelles, ou plus bénins comme des disputes familiales. En décembre 2018, malgré une amélioration du niveau de confiance envers les acteurs de sécurité et de la justice, il reste que peu de répondants disent faire appel à ces acteurs.

Figure 18: Types de conflits /disputes vécus parmi les participants ayant eu un conflit dans les 12 derniers mois (30% des participants – Poll 4, décembre 2018)

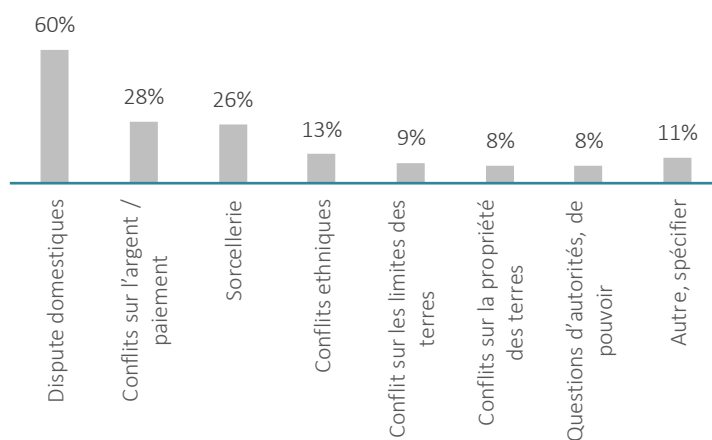
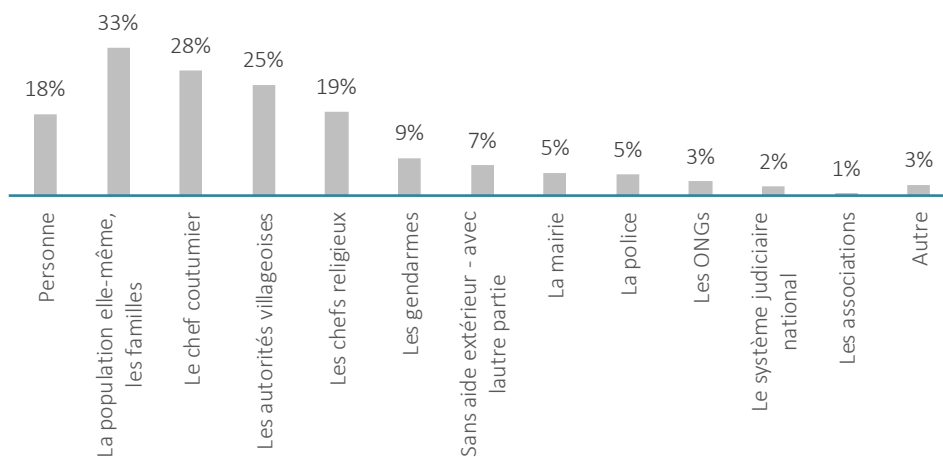


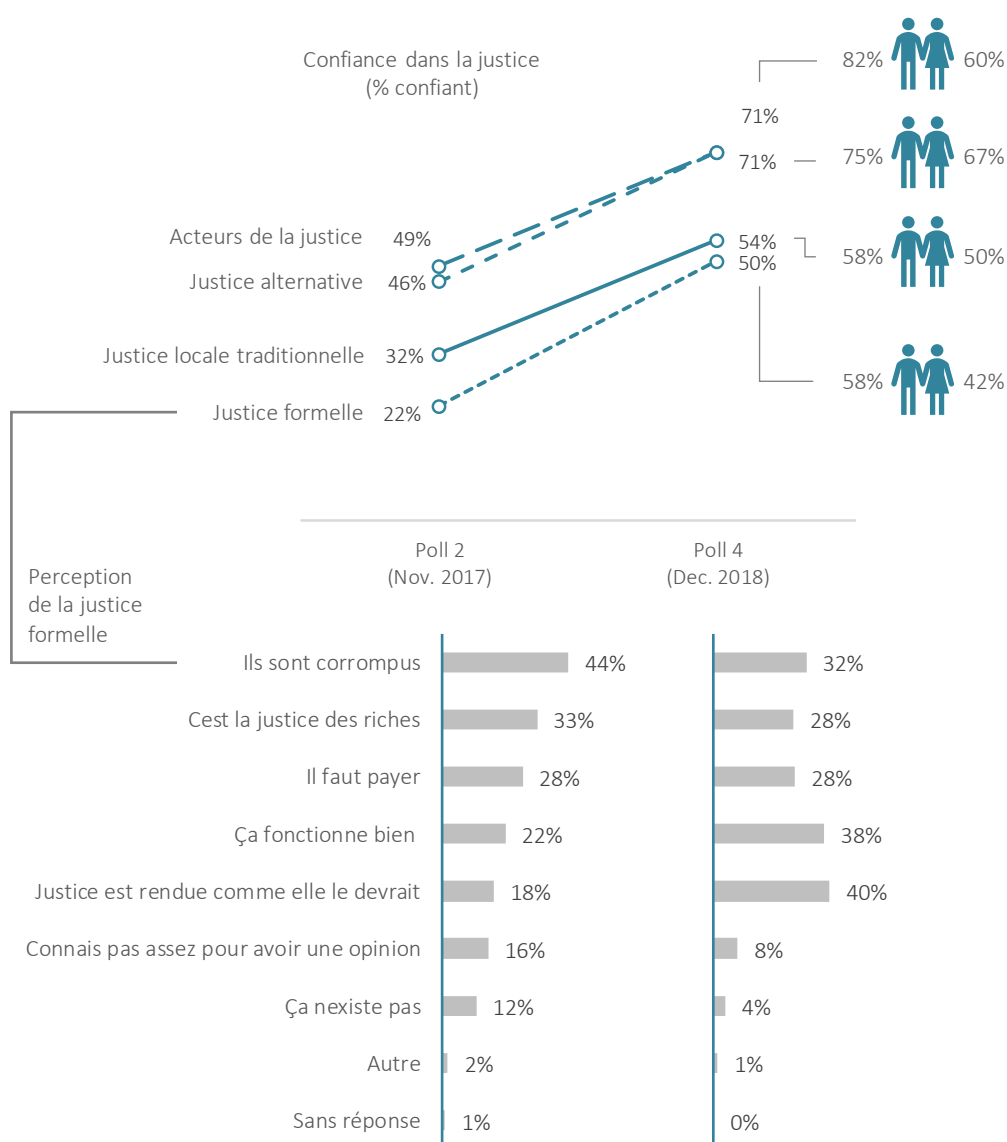
Figure 19: Acteurs approchés pour aider à résoudre ces disputes (30% des participants – Poll 4, décembre 2018)



JUSTICE : La confiance dans la justice augmente, mais reste plus élevée envers les systèmes traditionnels et alternatifs.

Renforcer les capacités et la confiance dans la justice est un élément important de la consolidation de la paix qui a fait l'objet d'efforts importants en République Centrafricaine. Les sondages montrent de façon générale une amélioration du niveau de confiance dans la justice, qu'il s'agisse des systèmes de justice alternatifs (mécanismes de résolutions de conflits et médiation mis en place par les chefs religieux, ou les associations ou organisations nationales et internationales), des mécanismes locaux et traditionnels (mairies, chefs de villages, instances administratives et traditionnelles) ou de la justice formelle (tribunaux, juges, avocats).

Figure 20: Perception de la justice (% of participants)



La hausse de la confiance dans la justice est notable pour tous les types de justice, avec une augmentation de confiance de 22% à 50% pour la justice formelle, de 32% à 54% pour la justice locale / traditionnelle, et de 46% à 71% pour la justice alternative. Toutefois, la confiance dans la justice est inférieure parmi les femmes comparé aux hommes, pour les trois formes de justice considérées.

Malgré ce progrès, la confiance dans la justice formelle reste inférieure à la confiance dans les mécanismes informels. La confiance dans la justice formelle est affectée par la perception du système de justice formelle comme étant corrompu ou réservé aux riches. Néanmoins, outre le niveau de confiance, la perception générale de la justice formelle semble s'être améliorée au cours des 12 derniers mois : un pourcentage plus élevé de participants décrit la justice formelle comme fonctionnant bien (38% en décembre 2018 contre 22% en novembre 2017) ou fonctionnant comme elle devrait (40% v. 18%). Inversement, le pourcentage de répondants décrivant le système comme corrompu ou réservé aux riches a diminué (32% v. 44% et 28% v. 33%, respectivement.)

La hausse de confiance en la justice est observée dans la majorité des préfectures et pour l'ensemble des types de justice à l'exception de la Vakaga et la Nana Gribizi pour la justice formelle, la Bamingui-Bangoran, l'Ouham et la Nana-Mambéré pour la justice locale et la Nana-Mambéré et la Bamingui-Bangoran pour la justice alternative.

L'amélioration des niveaux de confiance et de la perception dans la justice pourrait s'expliquer par la reprise des activités de la justice dans plusieurs préfectures notamment celles de l'ouest, de la Ouaka (Bambari) et de Bangui. Elle pourrait aussi être en lien avec la radio diffusion des sessions criminelles qui ont attirées l'intérêt de la population indiquant l'importance de « montrer » à la population ce qui se fait en termes de justice.

Toutefois, la confiance pourrait aussi être le reflet des attentes de la population plutôt que d'une réalité vécue par les répondants. En décembre 2018, 50% des répondants disent avoir confiance en la justice formelle. Lorsqu'interrogés sur pourquoi ils ont confiance en ce type de justice, 12% des répondants disent qu'ils ont confiance qu'ils auront un jour des juges et 10% qu'ils auront un tribunal indiquant un souhait d'avoir un système de justice plutôt qu'une pratique de la justice.

JUSTICE : La justice est nécessaire pour la paix, et les vues sur la Cour Pénale Spéciale restent divisées.

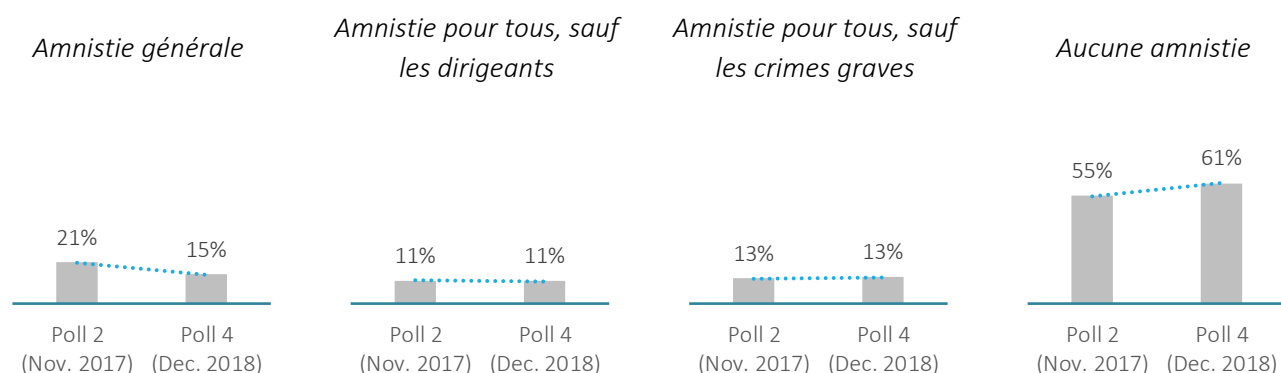
Les résultats des sondages suggèrent que la population considère la justice comme un élément essentiel pour la construction de la paix. En décembre 2018, deux des trois propositions les plus fréquentes en réponse à une question sur les actions à prendre pour une paix durable concernent la justice, y compris juger les responsables des crimes (57%) et emprisonner les responsables des crimes (55%). Les réponses se concentrent également sur le désarmement (79%) et la sécurité (50%).

Figure 21: Actions pour une paix durable (% de participants – Poll 4, décembre 2018)



Le support pour une forme rétributive de justice est aussi illustré par un rejet majoritaire des amnisties, surtout en ce qui concerne les dirigeants. L'amnistie est pourtant fréquemment évoquée par les groupes armés. Interrogés sur la possibilité d'une amnistie et considérant quatre choix possibles, la majorité des répondants souhaite ne donner l'amnistie à personne (61%). Moins d'une personne sur cinq mentionne donner l'amnistie à tout le monde (15%), ou donner une amnistie partielle en fonction des responsabilités (11%) ou de la gravité des crimes (13%). En décembre 2018, les résultats sur l'amnistie sont similaires à ceux obtenus lors du second sondage en novembre 2017, avec toutefois une légère diminution dans le pourcentage de participants supportant une amnistie générale (de 21% à 15%), et inversement, une légère augmentation du pourcentage de répondants ne souhaitant aucune forme d'amnistie (de 55% à 61%).

Figure 22: Amnistie (quatre choix, % de participants)



La Cour Pénale Spéciale (CPS) a été établie en partie pour assurer cette justice demandée par la population. La CPS fait partie du système de justice formel de la RCA. Elle a le mandat spécifique d'enquêter, d'instruire et de juger les crimes les plus graves commis dans le pays depuis 2003 jusqu'à maintenant.² Créée en 2015, la CPS a été officiellement inaugurée en octobre 2018.³ En décembre 2018, 63% des répondants (vs. 28% en nov. 2017) mentionnent avoir entendu parler de la Cour Pénale Spéciale. Parmi les gens qui ont entendu parler de la CPS, les principales sources d'information sont la radio (73%), et les parents et les amis (15%). Parmi l'ensemble des répondants, 47% (vs. 39% en mai 2018) indiquent aussi connaître la CPS (bien ou très bien). Les résultats peuvent s'expliquer notamment par la campagne de communication développée par l'unité de sensibilisation de la CPS.

Lorsqu'interrogés sur ce que la CPS peut faire pour eux, comme individus, les répondants mettent l'accent sur la justice et la paix. Une majorité de répondants mentionne que la CPS peut 1) juger les personnes qui ont commis des crimes en lien avec les conflits (62%), 2) mettre en prison les responsables des conflits (57%), 3) emprisonner toutes les personnes qui ont commis des crimes en lien avec les conflits (57%), ou 4) juger les responsables des conflits (52%). Outre la justice, 40% des répondants font référence à la paix indiquant que la CPS peut « rétablir la paix en RCA ». Moins de 10% des répondants mentionnent la restitution de leurs biens ou compensation financière ou autre pour eux ou leur communauté. Ces résultats indiquent les attentes de la population envers la CPS et peuvent être des informations pertinentes pour la sensibilisation et l'information à la population, particulièrement si certaines attentes sont irréalistes.

² Loi Organique N°15-003 Portant Création, Organisation et Fonctionnement de la Cour Pénale Spéciale, promulgated by the President of CAR on 3 June 2015.

³ Loi N° 18.010 Portant Règlement de Procédure et de Preuve Devant la Cour Pénale Spéciale de la République Centrafricaine, promulgated by President Faustin-Archange Touadéra on 2 July 2018.

Figure 23: Information, connaissance et perception de la CPS

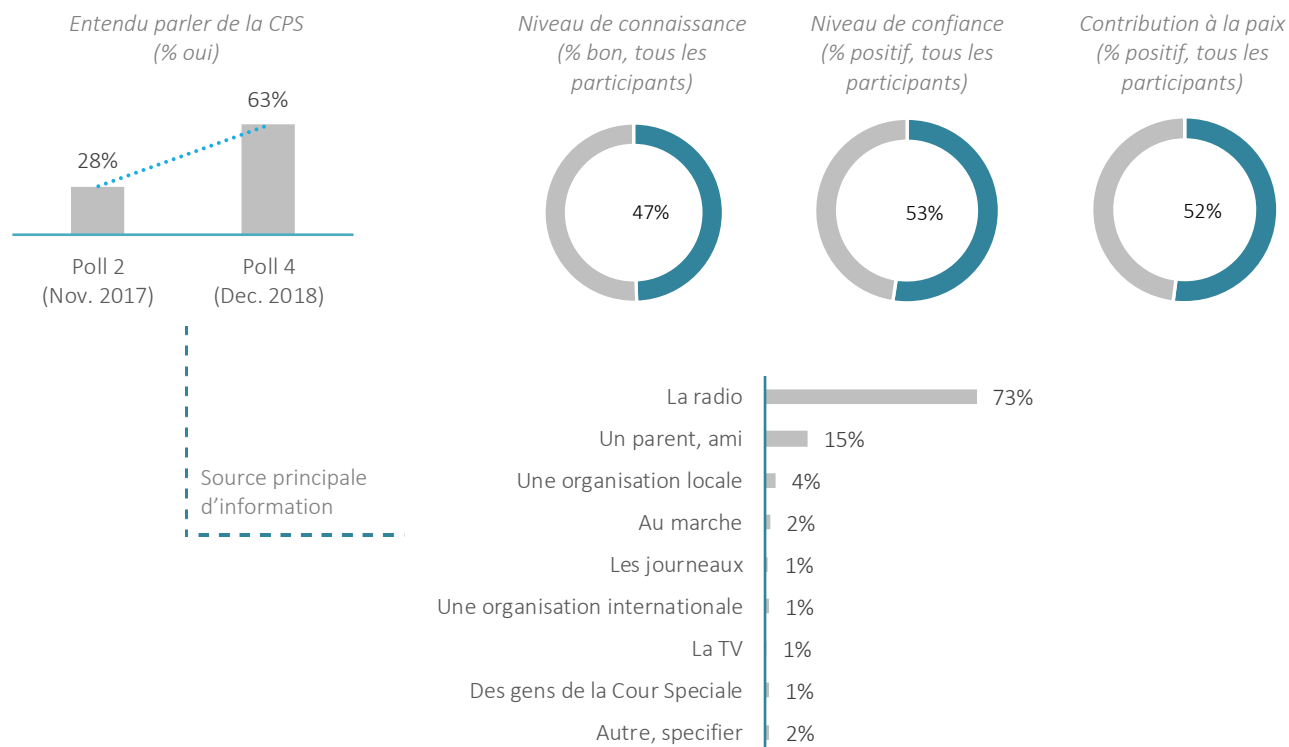
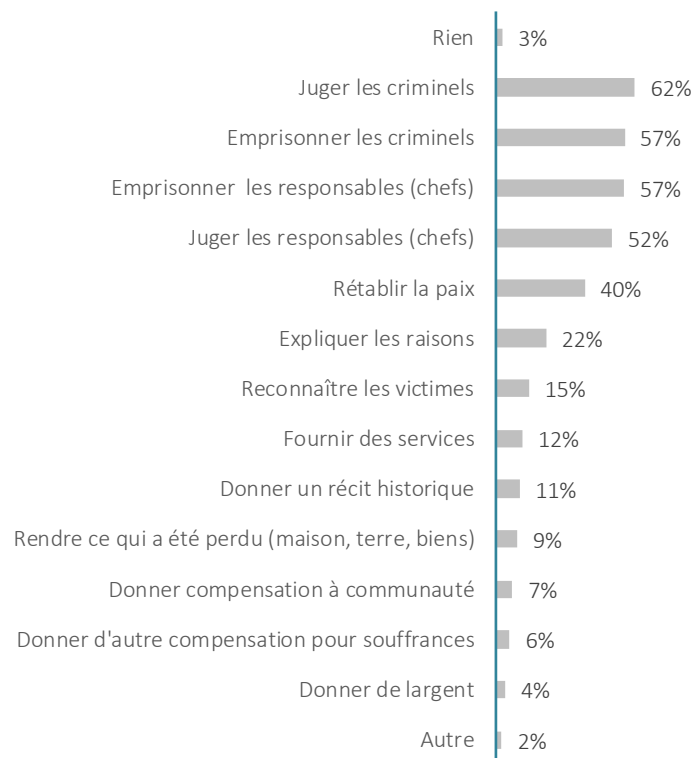


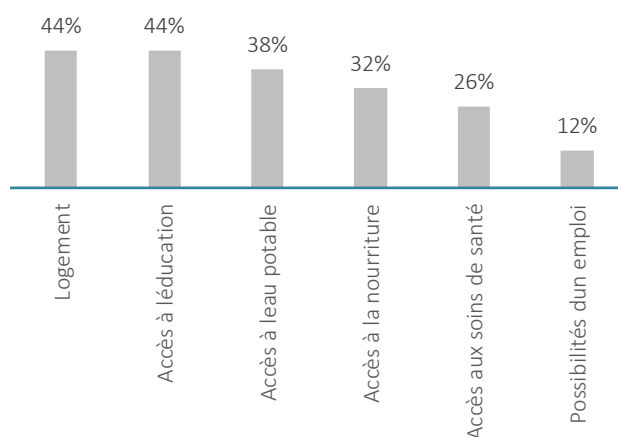
Figure 24: Contribution de la CPS (% of participants – Poll 4, décembre 2018)



GOUVERNANCE : Les besoins de bases restent insatisfaits, mais les efforts de l'État sont jugés positivement.

Une bonne gouvernance est essentielle pour atteindre un État de droit et une paix durable, ainsi que pour s'assurer que la population peut subvenir à ses besoins essentiels (abri, eau potable, nourriture) et avoir accès aux services de base (santé et éducation). En décembre 2018, près de la moitié des répondants jugent leur logement et l'accès aux services d'éducation positivement (44%), mais seulement un tiers ou moins des répondants dit avoir une opinion favorable quant à leur accès à l'eau potable et à la nourriture, et aux services de santé. Juste une personne sur dix indique être positive quant aux possibilités de se trouver un emploi. Globalement, ces résultats indiquent que plus de la moitié de la population perçoit leurs conditions de vie comme étant moyennes ou négatives. Il n'y a pas de différence dans la perception des services et besoins de base entre hommes et femmes

Figure 25: Perception des besoins de base (% positif - Poll 4, décembre 2018)



Cette perception se reflète dans l'opinion des répondants sur les efforts de l'État. En décembre 2018, 51% des répondants jugent positivement les efforts de l'État pour réduire la pauvreté, et 45% disent la même chose par rapport à l'amélioration de l'emploi. Leur opinion est relativement favorable quant aux domaines relatifs à la consolidation de la paix. Environ deux-tiers des répondants jugent positivement les efforts de l'État en ce qui concerne l'établissement de la paix, l'unification des différents groupes ethniques ou religieux, l'établissement de la sécurité, ou l'amélioration de la vie des centrafricains de façon générale. Toutefois, le pourcentage de répondants positifs quant aux efforts de l'État est plus faible concernant la lutte contre l'impunité (51%), et la lutte contre la corruption (37%). Les hommes ont généralement des vues plus positives des efforts du gouvernement que les femmes, sauf en ce qui concerne les efforts de lutte contre la corruption. Dans tous ces domaines, le pourcentage de satisfaction envers les efforts du gouvernement a augmenté de façon continue au cours des 4 derniers sondages, avec près de deux fois plus de participants positifs pour les aspects considérés en décembre 2018 comparés avec juin 2017.

Figure 26: Perception des efforts de l'État dans certains domaines (% positif - Poll 4, décembre 2018)

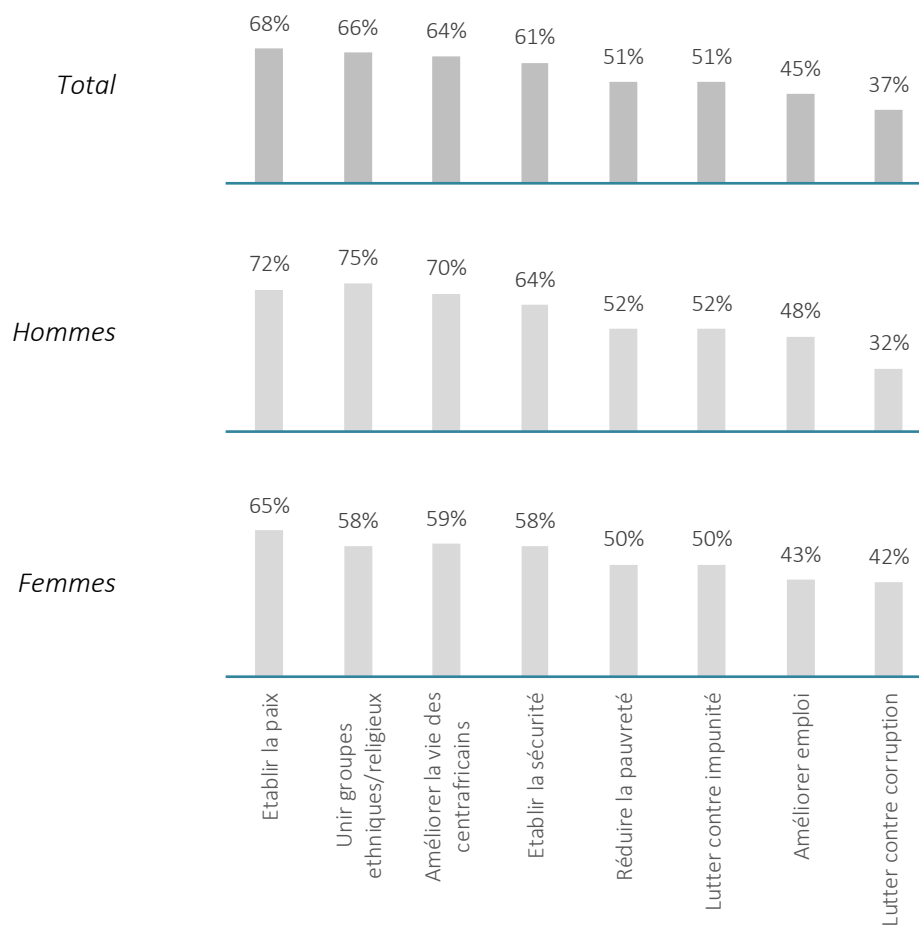
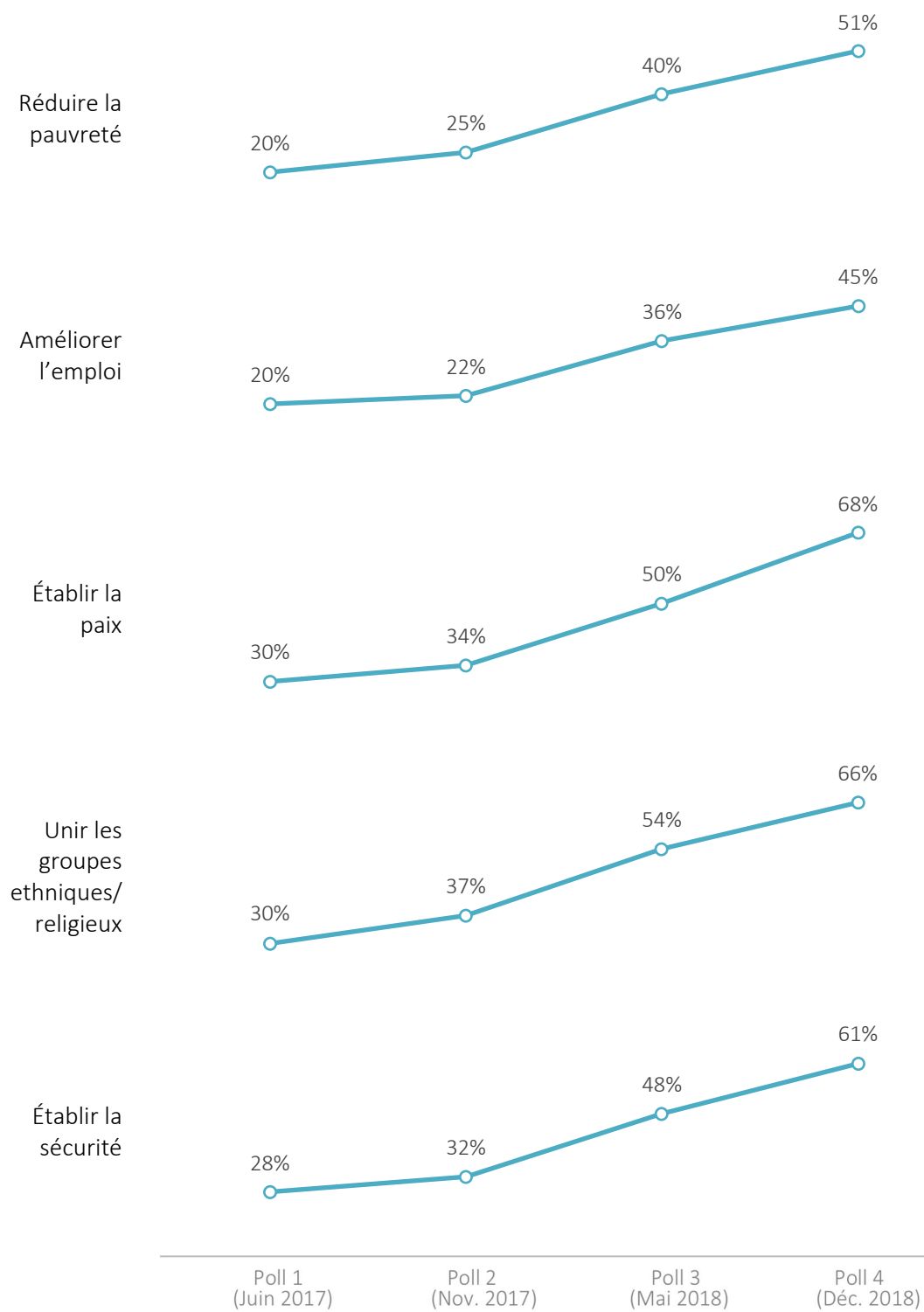


Figure 27: Perception des efforts de l'État au cours du temps
(% positif)



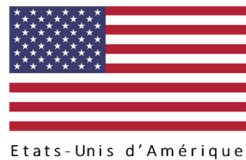
Le projet de sondages paix, justice et sécurité est une initiative du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) en collaboration avec la Harvard Humanitaire Initiative (HHI) et la MINUSCA (Affaires civiles).



En partenariat avec :



Avec le support de :



Et le soutien additionnel de :



Pour consulter le rapport en ligne et les cartes interactives, visiter <http://www.peacebuildingdata.org/CAR>
© Harvard Humanitarian Initiative, Programme des Nations Unies pour le Développement
Les informations fournies et les opinions exprimées dans cette publication
ne reflètent pas nécessairement le point de vue des partenaires du projet